

Les effets macroéconomiques de la politique de marché du travail sur le chômage à l'échelle nationale

Les trois principales mesures de marché du travail (MMT) existant en Suisse sont les programmes d'emploi, les gains intermédiaires et les cours. Permettent-elles de réduire le chômage agrégé? Si oui, dans quelles mesures? L'étude qui est présentée ici, innove en recourant à un cadre théorique rigoureux pour définir la dynamique du marché du travail dans son ensemble. Les résultats montrent que les trois mesures mentionnées ci-dessus permettent certes de réduire le taux de chômage, mais elles ne font pas forcément progresser le taux d'occupation des postes réguliers.



Pour évaluer les effets macroéconomiques des MMT, la dynamique de l'ensemble du marché du travail a été modélisée. Il apparaît ainsi que les cours de perfectionnement prodigués dans le cadre des MMT réduisent le chômage, mais augmentent le nombre de demandeurs d'emploi.

Photo: Keystone

Procédure et problématique

La présente étude s'intéresse aux effets des MMT sur le chômage dans notre pays. Elle privilégie donc l'approche macroéconométrique, contrairement aux analyses microéconométriques qui évaluent l'impact de ces mesures en se basant sur des comparaisons entre participants et non-participants. Pour tenir compte de l'optique macroéconomique, l'on exprime la dynamique de l'ensemble du marché du travail dans un modèle théorique d'appariement¹. Celui-ci permet d'identifier les effets macroéconomiques de la politique du

marché du travail qui n'apparaissent pas dans les études d'évaluation microéconométriques. Jusqu'à ce jour, ce type d'étude en simulation macroéconomique («calibrage») n'existait pas pour la Suisse.

L'étude vise essentiellement à obtenir des réponses à deux questions primordiales pour la politique économique:

1. Les MMT diminuent-elles le chômage, par comparaison avec une situation (hypothétique) où elles n'existent pas?
2. Quels éléments permettent aux MMT d'être efficaces?

Dans un premier temps, les diverses MMT ont été intégrées dans un modèle macroéconomique du marché suisse du travail. Les effets des mesures en termes d'incitation pour les chômeurs à chercher un emploi et pour les entreprises à mettre au concours des postes vacants font l'objet d'hypothèses. Celles-ci sont retenues en fonction de leur plausibilité; elles peuvent, cependant, se trouver confortées par des preuves empiriques fournies par des programmes semblables dans d'autres pays. Les effets macroéconomiques ont été évalués, en dotant le modèle de grands paramètres qui



P^r Rafael Lalive d'Épinay
Professeur de micro-économie, université de Lausanne



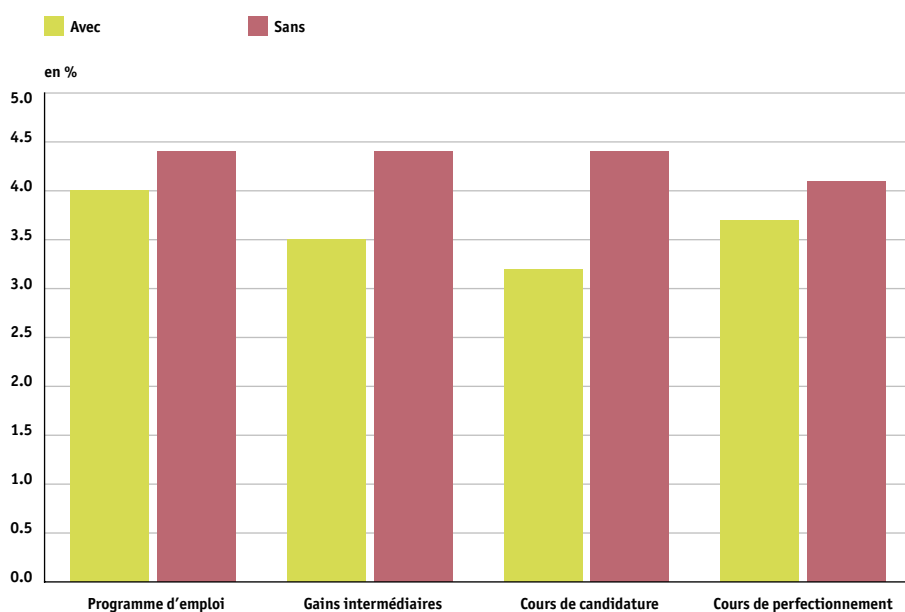
Tanja Zehnder
Chaire de macroéconomie, Institut für empirische Wirtschaftsforschung, université de Zurich



P^r Josef Zweimüller
Professeur à la chaire de macroéconomie, Institut für empirische Wirtschaftsforschung, université de Zurich

Graphique 1

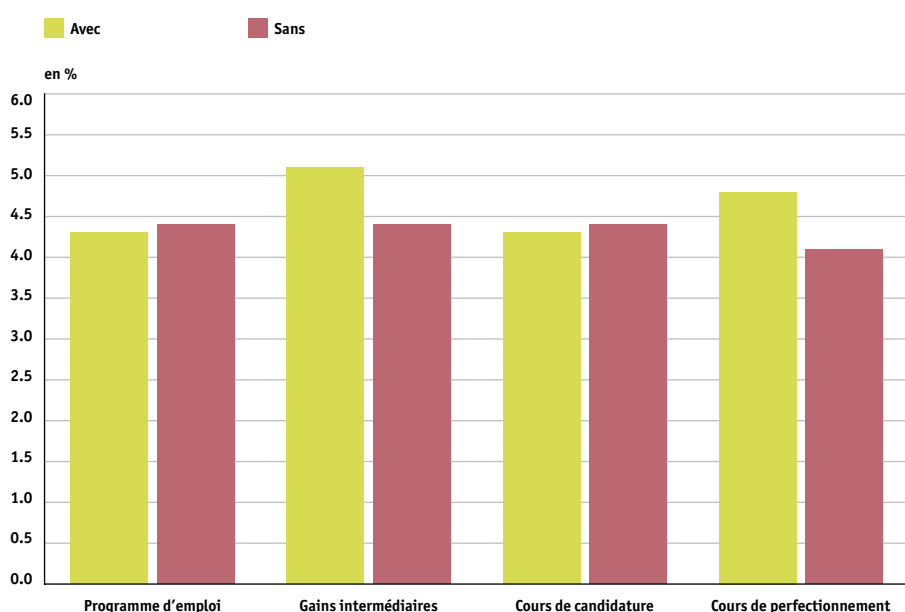
Impact des MMT sur le taux de chômage



Source: Lalive d'Epinay, Zehnder, Zweimüller / La Vie économique

Graphique 2

Impact des MMT sur le taux des demandeurs d'emploi



Source: Lalive d'Epinay, Zehnder, Zweimüller / La Vie économique

correspondent aux ordres de grandeur observés empiriquement sur le marché suisse. Pour les paramètres qui ne sont pas observables directement, l'on a aussi recouru à des valeurs utilisées dans des études internationales comparables. De nombreuses tests de fiabilité montrent que les résultats ne varient pas sensiblement lorsque les hypothèses qui se rapportent à ces paramètres exogènes, sont modifiées.

Les différents modèles sont calibrés de manière à mettre en évidence les caractéristiques suivantes de la situation suisse:

- le taux de chômage;
- le taux de sortie du chômage;
- les taux de participation aux programmes;
- le taux d'entrée dans le chômage;
- les indicateurs qui démontrent le succès des MMT observées dans les études d'évaluation microéconométriques («effets du traitement»).

En partant de cette simulation de base, on étudie une situation hypothétique où les MMT n'existeraient pas (question 1). Puis on cherche à déterminer l'effet produit sur le chômage à l'échelle nationale par des variations dans l'une ou l'autre mesure, comme une assignation renforcée aux différents programmes, une présence accrue, etc. (question 2).

L'impact des différentes MMT

Les programmes d'emploi

Les programmes d'emploi réduisent aussi bien le taux de chômage que la proportion des demandeurs d'emploi. Selon notre simulation de base, ils diminuent le taux de chômage de 0,4 point et celui des demandeurs d'emploi de 0,1 point. Cela s'explique par le fait que pour éviter d'être assignés à l'un de ces programmes, les chômeurs font davantage d'efforts pour trouver un emploi que dans un système qui en serait dépourvu. Même si «l'effet de traitement» de ces programmes est négatif (comme l'ont constaté des études d'évaluation microéconométriques pour la Suisse), le chômage agrégé diminue.

Les paramètres politiques des programmes d'emploi sont la durée de présence et la proportion de chômeurs assignés (taux d'assignation). Si le temps de présence est doublé (passant de 40 à 80% d'un emploi à plein temps), les efforts fournis dans la recherche d'emploi évalués plus haut s'accroissent. Le taux de chômage diminuerait ainsi de 0,2 point supplémentaire, tout comme celui des demandeurs d'emploi. Par contre, si c'est le taux d'assignation qui est doublé (passant de 2,5 à 5% par trimestre), le taux de chômage baisse de 0,3 point, mais la proportion de demandeurs d'emploi diminue à peine. La raison en est que le nombre de participants aux programmes augmente, ce qui réduit le flux agrégé de sortie du chômage, bien que le taux de sortie augmente pour les chômeurs non-participants.

La réduction du nombre de demandeurs d'emploi et de chômeurs par l'existence de programmes d'emploi temporaire est obtenue dans le calibrage par «l'effet de menace» que

1 Voir Mortensen et Pissarides (1994).

Les programmes d'emploi, comme le nettoyage de Zurich après le «Sechseläuten» (en illustration), réduisent autant le taux de chômage que celui des demandeurs d'emploi.



Photo: Keystone

ceux-ci représentent: comme un certain nombre de personnes veulent éviter d'être assignées à un programme d'occupation, elles redoublent d'efforts pour trouver un emploi régulier. En étudiant des programmes comparables aux États-Unis et en Australie, on constate que cet effet dissuasif est quantitativement important.

Les gains intermédiaires

La possibilité d'un gain intermédiaire réduit sensiblement le taux de chômage, de 4,4% à 3,5%. La proportion des demandeurs d'emploi (qui inclut les personnes occupées temporairement à des postes intermédiaires) augmente, toutefois, sensiblement, à 5,1%. Cela est dû à «l'éviction» des postes réguliers remplacés par des emplois intermédiaires. Dans une telle situation, l'emploi agrégé (emplois intermédiaires + emplois réguliers) augmenterait de 0,9 point, mais le nombre de personnes occupant des postes réguliers (à plein temps) diminuerait de 0,7 point.

La simulation repose sur l'hypothèse que la durée de travail dans les postes occupés au titre de «gain intermédiaire» est limitée à 40% d'un poste à plein temps. Si ce temps partiel était porté à 80%, le taux de chômage augmenterait à nouveau sensiblement (à 4,3%), mais celui des demandeurs d'emploi diminuerait tout aussi nettement (à 4,5%). La raison en est que cet accroissement de durée diminue nettement l'incitation d'un chômeur à accepter un tel emploi. Les bénéficiaires de postes intermédiaires ont certes – moyennant des efforts de recherche donnés – de meilleures chances de trouver un emploi régulier, mais un prolongement de la période de travail augmente les

coûts de la recherche, ce qui diminue l'attrait d'un gain intermédiaire. Cela signifie que les entreprises doivent offrir pour de tels postes des salaires plus élevés; par conséquent, elles en mettent au concours un moins grand nombre. Au total, la proportion des personnes occupant des emplois intermédiaires va fortement diminuer.

D'autres simulations montrent que ces effets sont d'autant plus sensibles que le système d'assurance-chômage est généreux. Si le taux d'indemnisation pour perte de gain n'était pas de 70% (comme pour la plupart des chômeurs en Suisse), mais généralement de 80%, les effets mentionnés plus haut auraient plus que doublé. Cela provient du fait que le taux de remplacement détermine le paiement compensatoire versé au bénéficiaire d'un gain intermédiaire. Pour les entreprises, il est plus avantageux de mettre au concours des postes intermédiaires occupés par des personnes ayant un taux de remplacement élevé.

Les cours de candidature

Ces cours aident les chômeurs à rédiger et présenter plus efficacement leurs dossiers de candidature. En les introduisant dans la simulation, nous obtenons un recul de 4,4% à 4,3% de la proportion de demandeurs d'emploi et une baisse de 4,4% à 3,2% du taux de chômage: 26,4% de la totalité des chômeurs prennent part à un cours de candidature à n'importe quel moment de leur période de chômage.

Par rapport à un système sans cours de candidature, l'incitation à se battre et à trouver un travail pour les demandeurs d'emploi n'est pas très évidente. Tout au plus les non-partici-

pants pourraient-ils se sentir encouragés à chercher plus assidûment un nouveau poste pour ne pas devoir participer à un cours de candidature (et s'astreindre à l'effort correspondant). D'un autre côté, si un tel cours rencontre un grand succès, des personnes au chômage peuvent être enclines à s'y laisser assigner, ce qui les poussera à chercher moins assidûment un nouvel emploi. Dans les simulations où les efforts de recherche ont des causes endogènes, c'est ce dernier effet qui prime. Dans le cas où de nombreux demandeurs d'emploi fréquentent des cours à l'efficacité prouvée, le taux de sortie agrégé du chômage augmente (et, par conséquent, la durée moyenne du chômage individuel diminue). Voilà pourquoi un marché du travail offrant des cours de candidature voit son taux de demandeurs d'emploi diminuer. Cet effet est d'autant plus important que le taux d'indemnisation pour perte de gain est élevé, tout comme le taux d'assignation aux cours de candidature et que la durée de présence requise pour ces cours est longue.

Les cours de perfectionnement

Nous étudions les effets des cours de perfectionnement sur un marché du travail marqué par la perte de qualification lors d'un chômage de longue durée. Dans le modèle de base, la qualification peut s'obtenir grâce, d'une part, à une formation dispensée sur le lieu de travail et, d'autre part, à la fréquentation de cours de perfectionnement. Nos simulations partent de l'hypothèse (conforme aux études d'évaluation microéconométriques effectuées jusqu'ici pour la Suisse) que la participation à un cours n'aide pas automatiquement ceux qui l'ont suivi à trouver plus rapidement un travail. Sa probabilité de succès est donc inférieure à 100%. Pour cette raison, l'étude présente des résultats fondés sur une probabilité de succès de 50% et une autre de 100%.

Dans les simulations de base avec cours de perfectionnement, le taux de chômage atteint 3,7%. La proportion des personnes qui prennent part à un cours (y compris les participants actuels et antérieurs) est de 1,1%, de sorte que le taux de demandeurs d'emploi s'élève à 4,8%. Dans un marché du travail sans cours de perfectionnement, quelque 4,1% de la population active totale sont des demandeurs d'emploi, dont 1,5% de qualifiés et 2,6% de non qualifiés.

Les cours de perfectionnement ont l'avantage d'améliorer sensiblement les qualifications du potentiel de main-d'œuvre. Dans un marché du travail sans cours de perfectionnement, 37% de l'ensemble des personnes en quête d'emploi sont qualifiées. Dans un marché du travail avec cours de perfectionnement,

46% de la totalité des personnes au chômage sont qualifiées. Ce progrès a cependant un coût. Outre la préparation des cours, il faut compter le temps que les personnes y consacrent. La proportion de demandeurs d'emploi atteint quelque 4,1% dans une situation (hypothétique) d'absence de cours et 4,8% dans la situation inverse.

Ces résultats demeurent (qualitativement) inchangés dans la situation où la probabilité de succès des cours est doublée pour être portée à 100%: les qualifications s'améliorent légèrement, le taux de chômage se réduit à 3,6% et la proportion de demandeurs d'emploi recule à 4,6%. Cette dernière est donc plus élevée dans un modèle avec cours que sans.

Encourager les mesures de qualification au sein des entreprises représenterait une alternative possible. Le calibrage d'un modèle, dans lequel les qualifications (ou requalifications) des travailleurs sur leur lieu de travail augmentent, montre que celles-ci se renforcent, dans la mesure où la proportion de personnes non-qualifiées baisse sensiblement, surtout parmi celles qui sont occupées. Dans ce schéma, par ailleurs, la proportion des demandeurs d'emploi diminue modestement de 0,1 point.

Conclusion

Les résultats montrent que l'objectif «réduction du taux de chômage» est certes entièrement atteint en tant que tel, mais que celui d'une «augmentation du taux d'occupation des postes réguliers» ne l'est pas nécessairement. En effet, la mesure «gain intermédiaire» aboutit à nettement augmenter le nombre de postes, mais en transformant les emplois fixes en postes intermédiaires subventionnés. Les cours de perfectionnement améliorent certes l'ensemble des qualifications, mais augmentent aussi le nombre des demandeurs d'emplois. Quant aux programmes d'emploi temporaire et aux cours de candidature, ils réduisent la proportion de demandeurs d'emploi.

Il apparaît d'une manière générale que les MMT peuvent avoir une forte influence sur le fonctionnement du marché du travail. Leur impact sur l'emploi à l'échelle nationale n'est, toutefois, pas forcément en accord avec les évaluations microéconométriques, comme le montre l'exemple des programmes d'occupation. Des études à ce niveau font état d'une détérioration des perspectives sur le marché du travail pour ceux qui participent à de tels programmes². Or, si l'on considère que ces derniers stimulent aussi la recherche d'emploi parmi les non-participants, les effets qui en résultent au plan macroéconomique sont positifs.

Encadré 1

Indications bibliographiques

Gerfin M. et Lechner M., *Evaluationsprogramm Arbeitsmarktpolitik: Ökonometrische Evaluation der arbeitsmarktlichen Massnahmen*, Contributions à la politique du marché du travail n° 7, Seco, 2000.

Mortensen D. et Pissarides C., «Job Creation and Job Destruction in the Theory of Unemployment», *Review of Economic Studies*, 61(3), 1994, pp. 397-415.